

Le Burundi furieux contre le bureau parlementaire de la Francophonie

PANA, 28 février 2017 L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) rallume les projecteurs à ses dépens sur la crise burundaise. Bujumbura, Burundi - L'Assemblée nationale et le Sénat burundais ont rendu public, lundi, un communiqué conjoint dans lequel ils s'inscrivent totalement en faux contre une récente déclaration du bureau de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) qui attire l'attention de la Communauté internationale sur la persistance d'une situation sociopolitique et sécuritaire délétère, près de deux ans après les élections générales controversées de 2015 dans ce pays africain des Grands Lacs.

La Communauté internationale, en général, et l'OIF, en particulier, commençaient à montrer des signes d'essoufflement ces derniers temps, en l'absence de solution politique négociée pour mettre fin à une violente crise née de la contestation du troisième mandat présidentiel, en 2015. "La déclaration de l'OIF n'est pas conforme à la réalité actuelle du Burundi et n'aide pas à la sortie totale de la crise", souligne en substance le communiqué. "De telles déclarations sont, de surcroît, de nature à maintenir injustement le Burundi sous embargo de la Communauté internationale", déplore la même source. Le plus dur des embargos internationaux contre le Burundi est celui de l'Union européenne (UE) et principal partenaire technique et financier ayant décidé, au plus fort de la crise, de geler plus de 430 millions d'euros destinés à différents projets de développement socio-économique d'un pays dépendant habituellement, pour plus de 50%, des aides étrangères. L'Office des Nations unies pour les affaires humanitaires (Ocha) estime à plus de trois millions de Burundais actuellement dans le besoin d'une assistance alimentaire d'urgence à cause, notamment, de l'embargo international et du changement climatique au niveau local. C'est le même chiffre qu'avancent les organisations humanitaires du domaine de la santé en ce qui concerne les cas de paludisme en nette recrudescence, toujours du fait des mauvaises conditions alimentaires des Burundais en crise multiforme. Le parlement burundais déplore particulièrement cette situation d'embargo qui ne se justifie plus et prend à témoin différentes délégations étrangères ayant visité le Burundi dans un passé récent et qui ont constaté des évolutions positives en matière de paix et de sécurité. Le communiqué estime que les responsables de l'OIF feraient mieux de dépêcher à son tour une délégation sur place au Burundi pour se rendre compte elle-même de ces évolutions et reconsidérer ses positions. Une autre polémique avait été ouverte, la semaine dernière, par la fuite dans certains médias internationaux, d'une « note confidentielle » du nouveau secrétaire général des Nations unies (ONU), Antonio Guterres, abondant dans le même sens d'impasse politique dangereuse au Burundi. La note au Conseil de Sécurité des Nations unies va plus loin et alerte sur le risque majeur d'intensification de la crise au cas où le président burundais, Pierre Nkurunziza, venait à briguer un quatrième mandat qui commence à faire débat dans le pays. Le nouveau secrétaire général des Nations unies se base, notamment, sur de « récents propos » du Président Pierre Nkurunziza lui-même, sur la possibilité de se représenter pour un quatrième mandat, « si le peuple burundais le voulait ainsi », en 2020. La crise en cours était partie, en avril 2015, de l'officialisation de la candidature du Président Nkurunziza à un troisième mandat jugé contraire à la Constitution et l'Accord d'août 2000, à Arusha, en Tanzanie, sur la paix et la réconciliation, dans les milieux de l'opposition et des organisations de la société civile. Les Nations unies estiment généralement à au moins 1000 tués, autour de 8000 détenus politiques, 800 disparus et à près de 400.000 Burundais qui se sont réfugiés à l'étranger depuis le début de la crise. La note évoque 200 cas de disparitions forcées depuis octobre 2016 et le « rôle grandissant des milices Imbonerakure (de jeunes militants affiliés au parti au pouvoir) qui entretiennent l'insécurité et un climat de peur dans le pays », malgré des démentis officiels maintes fois répétés. En même temps, la note ne cache pas l'impossibilité des Nations unies d'agir au Burundi où elles n'ont pas été capables de déployer 228 observateurs des droits humains, au terme d'une résolution votée en juillet dernier et qui avait été aussitôt rejetée par le pouvoir burundais, au nom de la souveraineté nationale. Une précédente résolution du Conseil de Sécurité des Nations unies n'avait pas non plus connu de suite favorable quand il était question de déployer au moins 3000 casques bleus ayant pour mandat de prévenir le risque de génocide politico-ethnique au Burundi. Les milieux officiels à Bujumbura croient dur comme fer que la note a été inspirée par l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies au Burundi, le maroco-britannique, Jamel Benomar, dont le gouvernement burundais réclame le remplacement depuis quelques temps déjà. Du côté de la sous-région immédiate du Burundi, le médiateur de la Communauté d'Afrique de l'Est et ancien président de la Tanzanie, Benjamin William M'Kapa, n'était pas parvenu à réunir autour de la même table, les protagonistes de la crise lors d'un récent round des pourparlers inter-burundais de paix, à Arusha, une ville du nord tanzanien. L'autre membre particulièrement actif de la Communauté internationale dont la voix se fait cependant entendre de moins en moins est l'Union africaine (Ua), surtout après son échec d'une « Mission africaine de prévention et de protection au Burundi » (Maprobu), forte de 5000 militaires et policiers.

```
(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});
```